

Migrants de retour au Maroc

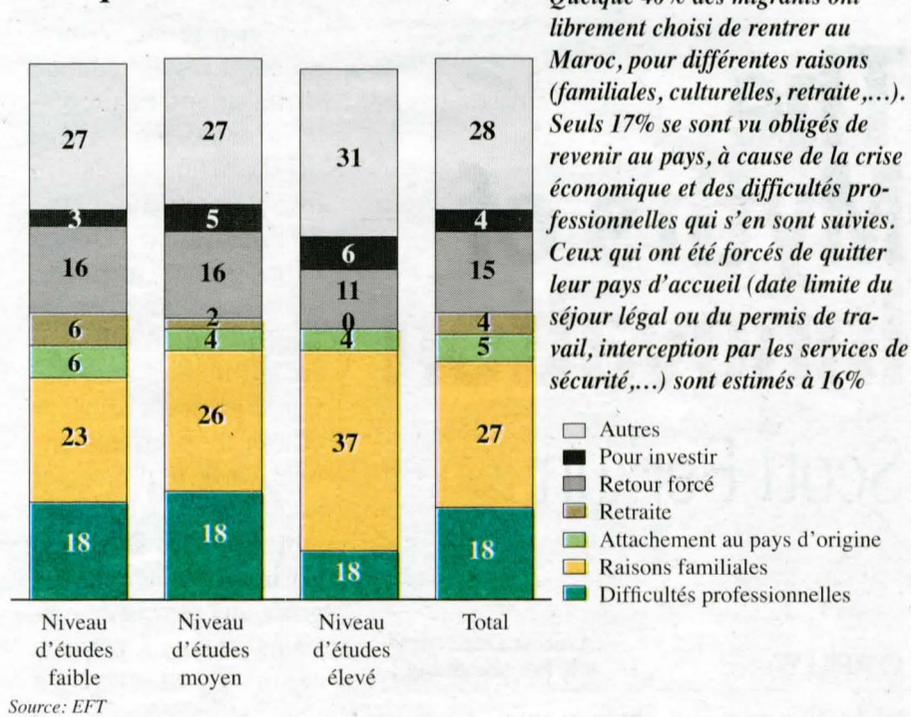
Ils ont subi le «déclassement professionnel»!

■ Près des deux tiers ont occupé des postes inférieurs à leur niveau d'études

■ Près de 45% des hommes et des femmes ont travaillé sans contrat!

DE retour à leur pays d'origine, les migrants voient-ils leurs compétences améliorées? Quel est le bilan de leur séjour à l'étranger et comment se déroule leur réinsertion professionnelle? Ce sont, entre autres, les questions auxquelles une récente étude menée par la Fondation européenne pour la formation (ETF) dans plusieurs pays a essayé de répondre. Au Maroc, l'étude, finalisée en février dernier, a touché 1.400 MRE de retour au bercail entre 2011 et 2012 (en plus de 2.600 migrants potentiels). Selon l'étude, quelque 61% des anciens expatriés sont mariés et sont âgés entre 25 et 44 ans. Ils sont restés en moyenne 10 ans à l'étranger et près de la moitié sont sans enfants. Côté rang intellectuel, sans surprise, la plupart (58%) ont un niveau d'études faible. Près de 23% ont un niveau moyen

Pourquoi ils reviennent?



et seuls 19% sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, notamment en sciences sociales, journalisme, commerce, droit et sciences. Mais en somme, ils sont plus éduqués que la population résidente. Ce qui confirme le chiffre annoncé il y a quelques mois par le ministre de l'Enseignement supérieur Lahcen

Daoudi, selon lequel 18% des cadres marocains émigrent chaque année. Ils sont aussi polyglottes. Presque la totalité parle au moins une langue étrangère, et 73% en parlent 2. Les plus diplômés sont bien évidemment les plus performants en la matière, ils en maîtrisent entre 2 et 3 à hauteur de 78%.

Dans la plupart des cas (82%), les expatriés ont tenté l'aventure une seule fois. Les deux tiers n'ont pas l'intention de renouveler l'expérience. La migration circulaire est donc peu significative.

Côté carrière, pratiquement les trois quarts d'entre eux (71%) étaient des salariés dans leur premier emploi. Le reste des effectifs est partagé entre travailleurs occasionnels (16%), aides familiales (4%), et indépendants (6%). Les employeurs représentent à peine 1% du total. Le salariat vient en premier chez toutes les catégories intellectuelles.

Pour trouver un emploi à l'étranger, la majorité (78%) ont d'abord compté sur leurs familles et amis. Toutefois, pour les profils hautement qualifiés, c'est le mérite et les diplômes qui priment, seuls 38% ont fait appel à leurs proches pour trouver un job.

Quel que soit le niveau d'études, il n'est pas toujours facile de s'insérer dans le milieu professionnel rapidement. En moyenne, le premier emploi n'est décroché qu'après 10 mois d'attente. Les conditions de travail, non plus, ne sont pas toujours évidentes. Environ 44% des hommes et 45% des femmes ont exercé une activité professionnelle sans contrat de travail! Cela est d'autant plus vrai pour les catégories faiblement diplômées. Les lauréats de l'enseignement supérieur arrivent plus souvent à travailler légalement (61% des hommes et 57% des femmes). Mais seulement 35% des hommes et 20% des femmes ont pu obtenir le droit à une retraite ou autres prestations sociales pour la période passée à l'étranger.

Autre révélation, seul un tiers des anciens migrants ont vu leurs qualifications officiellement reconnues. Ils ont également dû faire face à un «déclassement professionnel». En effet, près des deux tiers des hommes et des femmes pensent que leur emploi ne correspondait pas à leur niveau d'études. Par ailleurs, environ 42% des hommes et 51% des femmes estiment que leurs compétences étaient supérieures aux fonctions assumées.

En matière de niveau d'éducation, les migrants n'enregistrent aucune évolution significative. D'ailleurs, seuls 31% ont suivi une formation ou des études à l'étranger (72% chez les plus diplômés). Heureusement, à la fin de leur expatriation, ils finissent malgré tout par acquérir de nouvelles compétences. Celles-ci concernent surtout la maîtrise de langues étrangères (62% des migrants), ainsi que des aptitudes techniques et professionnelles. En outre, l'expérience est globalement jugée réussie par 72% des migrants de retour, et plus particulièrement par les plus diplômés (80%).

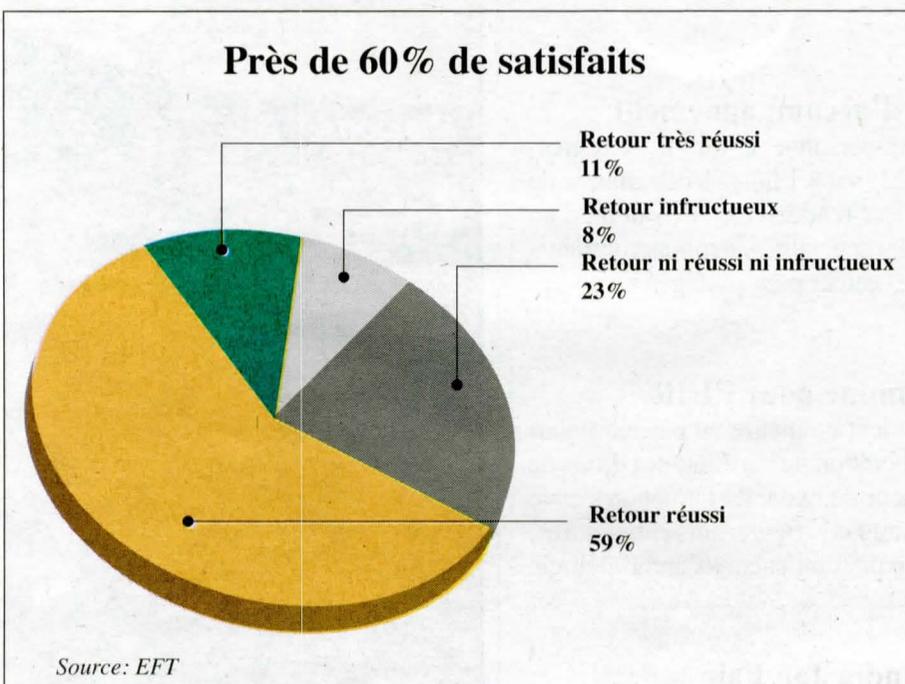
Ahlam NAZIH

25% ont du mal à trouver un emploi

LES migrants de retour au Maroc passent en moyenne 5 mois à chercher du travail (contre 10 mois à l'étranger), en faisant appel, essentiellement, à leur famille et à leur réseau social. Les femmes sont, toutefois, un peu plus débrouillardes. Elles recourent plus à l'envoi de CV et de demandes d'emploi aux entreprises (25% contre 11% pour les hommes). Les plus diplômés optent généralement pour le salariat (63% des hommes et 75% des femmes). Ceux avec un faible niveau d'études sont plus nombreux à choisir de travailler en indépendants (58% contre 35% pour le salariat).

Si 63% des hommes arrivent à trouver un emploi rapidement après leur retour et sans grande difficulté, notamment parmi les plus diplômés, seule la moitié des femmes y arrive. Cependant, 25% du total ont du mal à décrocher un emploi. Contrairement à leur expérience à l'étranger, les trois quarts des hommes et les deux tiers des femmes estiment que le poste occupé au Maroc correspond à leur niveau d'études.

Ils sont aussi plus nombreux à penser que leur situation socioéconomique s'est



nettement améliorée après la migration. Selon l'étude, 60% des sondés ont déclaré être en activité au moment du sondage, contre 46% seulement des migrants potentiels espérant toujours trouver des conditions plus avantageuses à l'étranger. Même si le taux de chômage est de 15%,

globalement, plus de 70% jugent leur expérience réussie à très réussie, contre 8% d'insatisfaits. En revanche, un sur quatre se dit indifférent. Mais il est clair que les femmes et les profils les moins qualifiés sont ceux qui ont le moins profité de leur expérience migratoire.

Migrants de retour au Maroc

Des années de labeur parties en fumée?

■ **74% se sont retrouvés dans des conditions économiques mauvaises**

■ **L'essentiel de leurs transferts a servi à des dépenses courantes!**

■ **Leur épargne aussi est consacrée, en premier, aux frais quotidiens**

LA plupart des migrants quittent le Maroc pour trouver un emploi, améliorer leur salaire ou encore accéder à de meilleures conditions financières. Mais au bout du compte, tout le monde ne réussit pas à réaliser son rêve! Les MRE ont beau être la poule aux œufs d'or qui ne cesse d'alimenter les caisses de l'Etat en devises (56,3 milliards de DH en 2012) à leur retour, leur situation financière ne s'améliore pas pour autant.

Il est vrai que la majorité (62% des hommes et 60% des femmes) déclare que la situation au pays s'est bonifiée par

départ, ils n'étaient que 33% à vivre dans des conditions convenables. Les profils hautement qualifiés sont plus nombreux

Maroc (89% des sondés). L'épargne vient en 2e position (20%), suivie des dépenses de santé (18%) et de l'immobilier (16%).

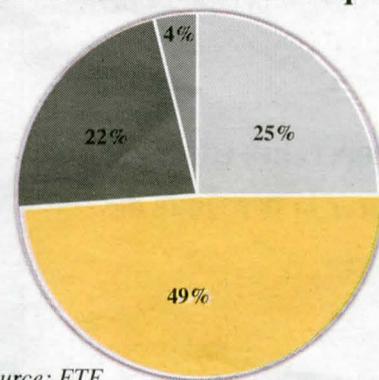
grants consacrent ensuite leur épargne à l'achat d'une propriété (33%), puis à des activités commerciales (32%). D'ailleurs,



Portrait type du migrant

- Homme célibataire à faible niveau d'éducation
- A migré une seule fois pour une période de 10 ans et n'envisage pas de retenter l'expérience
- Son objectif: améliorer ses conditions de vie
- Il a chômé pendant 10 mois avant de trouver un travail à l'étranger, grâce à ses proches
- Ignore les programmes gouvernementaux facilitant la migration de travail
- Retourne au Maroc principalement pour des raisons familiales
- Grâce à son expérience à l'étranger, il a amélioré ses opportunités professionnelles
- Les fonds qu'il a envoyés au Maroc ont servi à 90% à des dépenses courantes
- Un tiers de son épargne a été consacré à l'achat d'une propriété et un tiers à une activité commerciale

Seuls 26% ont accédé à un bon niveau économique



Source: ETF

- Conditions économiques: très mauvaises
- Conditions économiques: mauvaises
- Conditions économiques: bonnes
- Conditions économiques: très bonnes

La moitié des migrants de retour au Maroc se sont retrouvés dans une mauvaise situation économique. Un sur quatre a même basculé vers une situation «très mauvaise».

à accéder à une qualité de vie meilleure (88%), après leur retour. Toutefois, côté économique, les années de labeur à l'étranger n'ont pas vraiment donné leurs fruits. Quelque 74% se sont retrouvés

Il faut noter qu'environ 63% d'entre eux procédaient à des transferts financiers au pays (notamment les migrants à faible niveau d'éducation).

Même si près de 69% ont déclaré avoir épargné durant leur séjour à l'étranger, une fois au Maroc, la plus grosse part de l'épargne est affectée aux dépenses quotidiennes et aux charges familiales (64% des migrants de retour). Les mi-

73% sont propriétaires de leur logement au Maroc.

Autre préoccupation, rares sont ceux qui ont pu obtenir une retraite ou d'autres prestations sociales à l'étranger (35% des hommes et 20% des femmes). Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, à ce niveau, la situation des plus diplômés n'est pas meilleure. □

Ahlam NAZIH

Ils épargnent d'abord pour... dépenser!

	Niveau d'études			Total
	Faible	Moyen	Supérieur	
Dépense quotidienne, charges familiales	67	62	58	64
Achat de propriétés	36	28	30	33
Location de propriétés	6	6	2	5
Achat de biens durables	21	16	19	19
Activités commerciales	31	33	29	32
Épargne	13	16	15	14
Education des enfants	9	6	4	7
Education des proches	4	4	2	3
Soins de santé	11	6	2	8

Source: ETF

Quel que soit leur niveau d'éducation, les migrants de retour consacrent leur épargne en premier lieu à leurs dépenses quotidiennes. Cela est un peu plus vrai chez les catégories à faible niveau intellectuel. L'achat d'une propriété immobilière vient en deuxième position, suivi de l'investissement dans une activité commerciale

rapport à celle dans laquelle ils se trouvaient avant leur départ. C'est du moins ce qui ressort de l'étude réalisée par la fondation européenne pour la formation (ETF), finalisée en février dernier. Par ailleurs, les deux tiers vivent dans de bonnes conditions sociales (voiture, accès à l'eau potable, un logement adéquat, chauffage, ...). Alors qu'avant leur

dans une situation économique mauvaise à très mauvaise, quel que soit leur niveau d'éducation! Seul le quart des sondés a pu accéder à une situation bonne à très bonne (propriété immobilière, revenu équivalent, propriété foncière, ...). Et pour cause, les transferts opérés depuis l'étranger ont servi, pour l'essentiel, aux dépenses courantes de la famille restée au

Chambre de commerce internationale Maroc

La Cour marocaine d'arbitrage

Une justice privée aux standards internationaux pour la résolution de vos litiges commerciaux

ICC Maroc, Casablanca Technopark, route de Nouaceur, bureau 163 - Casablanca - Maroc
Tél.: 05.22.21.86.75/67 - Fax: 05.22.21.99.13
E-mail: contact@iccmoroc.ma - www.iccmoroc.ma